

## PLANETE DIVERSITE, final

Là où les paysans du monde conservent et renouvèlent plusieurs centaines de milliers de variétés cultivées adaptées et adaptables à la diversité des terroirs, des climats et des besoins humains, les révolutions vertes imposent partout une poignée de variétés de l'industrie homogènes et stables, incapables de pousser sans les produits chimiques qui homogénéisent la diversité des conditions de culture et des terroirs.

Les semences de l'industrie réchauffent la planète : elles détruisent l'humus qui stocke le carbone dans les sols pour le remplacer par l'engrais chimique dont la fabrication consomme d'immenses quantités d'énergie fossile. Le renouvellement de la matière organique des sols est l'engrais des agricultures paysannes, c'est pourquoi elles refroidissent la planète. Les semences industrielles sont toutes identiques et ne peuvent pas évoluer. Seules les semences paysannes sont capables d'évoluer et de s'adapter au changement climatique.

Les OGM et les semences de l'industrie sont destinées aux cultures d'exportation qui nourrissent les animaux et les voitures des riches et affament les paysans qu'elles expulsent de leurs terres. Les semences paysannes sont indispensables à l'alimentation des populations locales, comme l'accès à la terre et à l'eau.

L'OMC et les accords de libre échange imposent partout sur la planète les mêmes lois qui interdisent les semences paysannes : le catalogue interdit leur échange, le brevet interdit au paysan de ressemer le grain issu de sa récolte. Toutes les semences de l'industrie sont issues des semences paysannes : alors que l'industrie n'a jamais rémunéré le moindre paysan, elle fait miroiter un illusoire « partage des avantages » qu'elle n'honorera jamais, pour faire accepter le biopiratage généralisé de la biodiversité planétaire par ses Droits de Propriété Intellectuelle sur le vivant.

Avec les gènes manipulés, l'industrie s'approprie maintenant toutes les plantes qu'ils contaminent. L'immense résistance des peuples contre les OGM la force à reculer. Mais elle prépare dans ses laboratoires de nouveaux gènes manipulés qui ne seront pas

juridiquement qualifiés OGM : plantes mutées, fusion cellulaires... Ces plantes sont protégées par le COV, présenté par les gouvernements européens comme plus éthique que le brevet. Il est pourtant pire que le brevet : comme lui, il fait de la semence de ferme une contrefaçon, mais en plus, il ne protège pas que des inventions, mais aussi les plantes découvertes, sans indiquer leur origine ni la méthode de sélection utilisée. Le dernier maïs résistants aux herbicides vendu par BASF en Afrique est une plante mutée. Ces « OGM clandestins » envahissent déjà nos champs et nos assiettes sans que nous n'en soyons informés : leur impact sur la santé et l'environnement n'ont pourtant jamais été évalué, mais les paysans qui les cultivent ne peuvent plus ressemer leur récolte.

Pendant que leurs lois éradiquent la biodiversité cultivée dans les champs, l'industrie et les gouvernements l'enferme dans des banques de gènes de plus en plus inaccessibles aux paysans qui voudraient la remettre en culture. Elle y puise la matière première de ses semences manipulées. La biodiversité peut être sauvegardée quelques années dans des frigos, mais elle ne peut plus évoluer ni survivre longtemps sans disparaître. La biodiversité est faite pour vivre dans les champs, et non pour disparaître dans les banques des multinationales. La biodiversité ne peut vivre que si on reconnaît les droits des paysans de la conserver, de la ressemer, de l'échanger et de la protéger contre le biopiratage, les contaminations génétiques et les délocalisations industrielles. Via Campesina ira lundi 19 à 8 h 30 porter ce message aux délégués de la CDB.

Le TIRPAA reconnaît pourtant les droits des paysans de conserver, utiliser, échanger et vendre leurs semences reproduites à la ferme. Mais les états n'appliquent pas les accords qu'ils ratifient lorsqu'ils ne favorisent pas l'industrie. En 2009, le Comité Directeur du TIRPAA se réunira en Tunisie pour étudier comment favoriser leur application dans tous les pays. Alors que mon pays, la France, et l'Allemagne sont les deux états qui combattent l'instauration de ce débat sur les droits des paysans, nous devons tous nous mobiliser, faire pression sur nos gouvernements et sur le TIRPAA pour les faire appliquer.